

14 Mars 2016

# La Turquie et le nouveau critère de Copenhague : l'asile !

Cengiz AKTAR

Cela serait passé presque inaperçu si le Premier ministre turc n'en rajoutait pas en demandant aux Européens l'argent du beurre, le beurre étant la mise sous tutelle du gouvernement du groupe de presse Zaman le 4 mars, deux jours avant le « sommet Asile » à Bruxelles. Le coup de force, voire le chantage, était osé. Ankara avait l'air de dire aux Européens « c'est moi qui dicte les conditions depuis l'automne dernier, vous devez vous y plier : doublement de la mise de 3 milliards €, redémarrage des négociations, suppression du visa Schengen au plus vite en juin pour 78 millions ressortissants de Turquie ; quant aux questions des Droits de l'Homme ce n'est pas votre affaire ! »

Les Européens se sont vulnérabilisés au maximum vis-à-vis de la Turquie à partir du moment où ils ont fait la fausse hypothèse que la Turquie allait pouvoir stopper le flux migratoire vers l'Europe de l'ouest via la Bulgarie et la Grèce. C'était pendant la torpeur estivale. Au service des Allemands, la Commission a obtempéré, JC Juncker déclarant que la priorité était les réfugiés et tout le reste, et en particulier les massives violations des libertés fondamentales dans ce pays candidat de l'Union, était désormais secondaire.

L'enjeu était gros. Ankara s'est dépêché à faire du forcing tant que Madame Merkel en tête, les Européens étaient demandeurs. En faisant croire qu'il allait stopper les départs, il a pris quelques mesures poudre aux yeux mais il n'a, bien évidemment pas réussi à stopper quoi que ce soit.

Les chiffres sont éloquentes. Tandis qu'en 2015 quelques 885.000 réfugiés, toute nationalité confondue, ont traversé la mer Egée pour aller en Grèce, durant les deux premiers mois de 2016 plus de 120.000 ont réussi à passer à travers les mailles inexistantes des filets turcs, filets qui devaient être en place depuis le précédent sommet Asile du 29 novembre 2015.

Or, c'est une mission impossible de stopper un humain qui craint pour sa vie ou ne sent pas en sécurité dans son pays ou dans le pays de premier asile, à moins d'ériger des barrages infranchissables comme en Corée du Nord. Les Syriens, pour ne parler que d'eux, sont bien entendu mieux lotis en Turquie que chez eux mais

ils ne se voient pas rester en Turquie qui, à part sa générosité d'accueil, ne leur offre aucun avenir.

Il faut savoir que la Turquie n'a aucune expérience sérieuse en matière de politique d'asile, ayant mis une réserve géographique à la Convention de Genève de 1951 et s'étant privée, du coup, du développement d'institutions adéquates et capables de gérer les situations d'afflux de masse. De plus, il s'est développé au cours des dernières années une « industrie » de trafic humain sur les côtes turques évaluée à plusieurs milliards €. Des pans entiers d'oléiculteurs ont abandonné tout labour pour profiter de cette manne. Difficile en effet d'arrêter tout cela du jour au lendemain, sinon jamais. Alors quoi ? Les parties s'amuse à croire à des miracles tandis que les réfugiés continuent de traverser. Les Européens se persuadant de l'efficacité turque fortement mise à mal depuis le 29 novembre en rajoutent avec les patrouilles maritimes de l'OTAN pour dissuader on ne sait qui. Et Ankara rêve d'une « Europe sans visa » comme un argument électoral en or et porteur pour le président Erdogan en quête du pouvoir absolu.

Ce que les Européens évitent de voir dans leur éperdue recherche de solution à la crise migratoire c'est cette dérive fasciste depuis les protestations de Gezi en mai-juin 2013, accentuée avec les accusations de corruption des sommités politiques en décembre 2013. Depuis 2013 rien ne va plus et la Turquie d'Erdogan est entrée dans une spirale de la violence et de l'autoritarisme où chaque violation de la loi appelle une violation encore

## La Turquie et le nouveau critère de Copenhague : l'asile !

---

plus grave pour dissimuler la précédente. Dissimuler au sens figuré mais aussi matériel en muselant la presse. En effet il n'y a aucune place pour une presse libre dans cet environnement répressif et le groupe Zaman est la dernière victime d'une série noire de mise sous tutelle de nombreux journaux et chaînes de télévision ainsi que d'effractions systématiques contre les médias sociaux depuis 2013.

Le rang de la Turquie est éloquent. Pour le Freedom House en matière de liberté de la presse, le pays est dans la catégorie « non libre » et pour la liberté d'Internet dans la catégorie « partiellement libre ».

Pour Reporters sans frontières RSF, la Turquie est le 149e sur 180 pays, derrière le Niger, le Libéria, la Zambie, le Mali et le Zimbabwe.

Ceci seulement pour la liberté de la presse. Et pour les libertés fondamentales déclarées dans la Convention Européenne des Droits de l'Homme, la Turquie n'est pas mieux lotie rien qu'à en juger par la guerre intestine qui a lieu dans le Kurdistan turc. En effet elle

est la championne 2015 pour les plaintes individuelles à la Cour Européenne des Droits de l'Homme.

in fine, le deal immoral que les Européens, les Allemands en tête, cherchent à conclure avec la Turquie n'aura qu'un seul aspect « positif » : oublier à jamais la candidature et l'adhésion de la Turquie à l'Union même si c'est au détriment des fondements démocratiques de l'Union.

En revanche, le deal aura des surprises qui ne sauront tarder à se réaliser : à défaut de pouvoir stopper les Syriens même en fermant les yeux sur les exactions du régime en matière de Droits de l'Homme, les Européens vont prochainement devoir accueillir des réfugiés turcs et kurdes fuyant ces exactions...

---

**Cengiz AKTAR**

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :  
**[www.robert-schuman.eu](http://www.robert-schuman.eu)**

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

---

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.